



EXTRAIT DE PÉTITION (Conforme au Règlement)

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 135 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT l'ouverture prévue d'un centre d'injection supervisée dans les locaux de l'organisme Spectre de rue, à Montréal;

CONSIDÉRANT QUE ces locaux sont sur un corridor scolaire desservant deux écoles primaires et une école secondaire, et à 200 mètres de l'école primaire Marguerite-Bourgeois;

CONSIDÉRANT la plage horaire d'ouverture envisagée, calquée sur celle des écoles;

CONSIDÉRANT les grandes inquiétudes suscitées dans la communauté;

CONSIDÉRANT le non-respect de nombreuses considérations identifiées par le comité de pilotage rassemblant élus, SPVM, Santé publique, Spectre de rue et acteurs clés dans le secteur pour s'assurer de l'acceptabilité sociale;

CONSIDÉRANT QUE dès 2011, la commissaire scolaire avait émis des réserves claires sur l'implantation d'un centre d'injection supervisée à proximité de l'école Marguerite-Bourgeois;

CONSIDÉRANT le manque d'analyse précise quant à ce site et l'absence de mise à jour des données depuis 2011;

CONSIDÉRANT le 22 février 2017, la commissaire scolaire a réitéré son besoin de balises claires pour l'établissement d'un site d'injection supervisée à proximité d'une école pour la sécurité des élèves, tout comme le besoin d'en informer les populations locales;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous, soussignés, demandons au gouvernement du Québec de suspendre sans attendre l'implantation d'un centre d'injection supervisée dans les locaux de l'organisme Spectre de rue et d'instaurer des balises claires pour l'établissement d'un site d'injection supervisée à proximité d'une école, d'une garderie, d'un parc, d'un centre de sports et de loisirs ou d'un corridor scolaire comprenant un mécanisme de consultation publique locale avant de prendre une décision.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.



Jean-François Roberge
Député de Chambly



Date de signature de l'extrait